



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 16/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des Installations Classées**

Visite d'inspection du 20/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAM MONTEREAU**

36 rue de la Grande Haie  
ZI  
77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE

Références : E/26- **0134**

Numéro Hélios : 63231

Code AIOT : 0006501936

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement SAM MONTEREAU implanté 36, rue de la Grande Haie ZI 77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC) et de l'action nationale portant sur la perte des utilités.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAM MONTEREAU
- 36, rue de la Grande Haie ZI 77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE
- Code AIOT : 0006501936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Oui

La Société SAM MONTEREAU, implantée depuis 1970 sur la zone industrielle, a pour activité principale la fabrication d'acier sous forme de billettes, dont une partie subit un traitement de laminage afin de produire des couronnes de fils lisses et de fils crénelés.

La Société dispose notamment des arrêtés préfectoraux :

- complémentaire du 28 novembre 2016,
- complémentaire du 21 février 2019 pour l'exploitation d'un atelier de treillis soudés dans l'aciérie,

ainsi que du courrier préfectoral du 18 mars 2019 modifiant le classement de certaines rubriques.

La Société fait partie du groupe RIVA qui comprend 5 800 collaborateurs dans le monde, répartis sur 29 sites de production, dont 15 sites en France.

Le site comprend environ 400 salariés sur place.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La fabrication d'acier (fonctionnement du four et coulée continue) n'a pas pu être observée, celle-ci fonctionnant la nuit lors de l'inspection.

Une alarme a été entendue au niveau de la pompe diesel de la coulée de l'aciérie. L'exploitant a indiqué que les installations n'étant pas en fonctionnement (arrêt technique le jour), celles-ci ne sont pas (suffisamment) sous pression.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                      | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 4  | Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)                        | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59   | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 6  | Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56   | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 7  | Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b) | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 10 | Liste des installations concernées par une rubrique                    | AP Complémentaire du 28/11/2016, article 1.2.1 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle                                      | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | de la nomenclature [...]                               |                                                |                                                                                                                            |                       |
| 13 | Gestion de la prévention des risques                   | AP Complémentaire du 28/11/2016, article 8.1.1 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 14 | Vérification périodique et maintenance des équipements | AP Complémentaire du 28/11/2016, article 8.5.3 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                       | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Alimentation en énergie et utilités associées (1)                       | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56    | Sans objet        |
| 2  | Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)             | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56    | Sans objet        |
| 3  | Arrêts et mise en sécurité (3.a)                                        | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56    | Sans objet        |
| 5  | Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64    | Sans objet        |
| 8  | Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52    | Sans objet        |
| 9  | Plan d'action (6)                                                       | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56    | Sans objet        |
| 11 | Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques [...] | AP Complémentaire du 28/11/2016, article 3.2.4  | Sans objet        |
| 12 | Surveillance par un organisme tiers et                                  | AP Complémentaire du 28/11/2016, article 10.2.2 | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|-------------------------|-------------------|
|    | fiabilisation de l'autosurveillance |                         |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a été observé globalement bien tenu. La visite du site s'est principalement limitée à constater la présence des pompes diesel en cas de panne électrique.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Art. 56<br>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Constats :</b><br><br>Le site nécessite de l'apport en électricité (il s'agit de grosses unités pour le fonctionnement du four, la fusion de l'acier), gaz naturel (utilisé pour différentes étapes de l'aciérie notamment les brûleurs, ou maintenir des installations à température, chauffer les billettes du four du laminoir), l'oxygène (pour améliorer la combustion des gaz et pour le chalumeau), eau. Des plans des réseaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>• électrique,</li> <li>• gaz (naturel, acétylène, oxygène),</li> <li>• hydraulique,</li> </ul> du site ont été transmis préalablement à la visite d'inspection.<br><br>Le site de la SAM alimente les sites des Sociétés 33 et LINDE, situés à proximité, en électricité et en eau potable.<br><br>Concernant l'électricité, l'exploitant a indiqué que le site est alimenté directement via la centrale nucléaire de NOGENT-SUR-SEINE (10).<br><br>2 scénarii de l'étude de danger (EDD) de 2007 ont été évoqués lors de la visite d'inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>• scénario 20 : « accumulation de CO (monoxyde de carbone) dans le four de fusion et les gaines d'évacuation des fumées »,</li> <li>• scénario 23 : « fusion d'une source radioactive » en cas de présence de ferraille radioactive.</li> </ul> L'inspection s'est concentrée sur la perte des utilités électriques. |

Les installations étant à l'arrêt, il n'y a plus d'alerte visuelle. Les détecteurs de fumées et d'incendie restent en fonctionnement, secourus sur batterie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit s'assurer qu'en cas de coupure électrique ou d'alimentation en eau potable du site, les Sociétés 33 et LINDE seront effectivement informés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

**Constats :**

Lorsque l'alimentation électrique s'interrompt, l'acier reste liquide pendant encore plusieurs heures.

En cas d'arrêt de l'alimentation électrique de la centrale nucléaire de NOGENT-SUR-SEINE, la ville de MONTEREAU-FAULT-YONNE fournit l'électricité nécessaire (réseau de secours) pour maintenir un éclairage minimum sur le site ainsi que les organes de sécurité tels que les ponts roulants, les pompes électriques sur le circuit de refroidissement (eau) des lingotières et du four de fusion (l'électricité est maintenue sur l'intégralité du site hormis les outils de production (fours)). Ce réseau de secours s'enclenche automatiquement en moins d'une seconde.

En cas d'arrêt de l'alimentation électrique provenant de la ville de MONTEREAU-FAULT-YONNE, 4 pompes diesel prennent le relais pendant a minima 1h au droit de 3 installations primordiales :

- four fusion (température supérieure à 1 500 °C) : le contenu de celui-ci sera vidé pour qu'il refroidisse à l'air libre,
- la coulée : le refroidissement du contenu sera amorcé,
- le four de réchauffage (température supérieure à 1 000 °C) : le refroidissement du contenu sera amorcé mais il y a un risque de dégâts au niveau des installations. Une cuve de GNR est présente à proximité pour alimenter la pompe diesel si besoin

ainsi que l'éclairage pour l'évacuation du personnel.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant a indiqué que cela est suffisant pour amorcer le refroidissement des produits. Une ronde pour vérifier le fonctionnement des 4 pompes est réalisée toutes les 30 min.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir des contacts avec les Sociétés GRT GAZ et RTE, avec des astreintes.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010<br/>Art. 56<br/>[... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant le scénario 20 : « accumulation de CO (monoxyde de carbone) dans le four de fusion et les gaines d'évacuation des fumées » de l'étude de danger (EDD) de 2007, en cas d'arrêt de l'alimentation électrique provenant de la ville de MONTEREAU-FAULT-YONNE, 4 pompes diesel prennent le relais pendant a minima 1h au droit de 3 installations primordiales susvisées (four fusion, la coulée, le four de réchauffage) afin d'amorcer le refroidissement des installations et réduire le risque de dégâts matériels. Au vu de la phase de refroidissement, les risques et l'émission de rejets atmosphériques sont considérés comme limités voire nuls.</p> <p>Il est à noter que le brûleur et la ventilation s'arrêtent automatiquement. L'exploitant considère qu'à ce stade, la chaleur de l'acier liquide ne provoque pas d'émission de CO (monoxyde de carbone), qui est produit uniquement en cas de chauffage. Toutefois, l'absence de production de CO n'a pas été vérifiée.</p> <p>Concernant le scénario 23 : « fusion d'une source radioactive » (en cas de présence de ferraille radioactive) de l'étude de danger (EDD) de 2007, l'exploitant a indiqué que les installations étant à l'arrêt, il n'y a plus d'entrée de matière sur le site ; les risques liés à ce scénario sont nuls.</p> <p>En cas de risque incendie, les poteaux incendie privés du site sont raccordés au réseau de la ville.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

|                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en</p> |

## sécurité

### **Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| -l'obligation d'informer l'Inspection des Installations Classées en cas d'accident. »                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Un mode opératoire révisé en 2020 concerne la « situation d'urgence en cas de coupure électrique ». Celui-ci définit les actions à réaliser (et par qui) concernant le secteur « coulée continue », et la surveillance (et le cas échéant la re-alimentation) des pompes diesel (l'autonomie considérée est de 1h).</p> <p>Un autre mode opératoire révisé en mai 2024 concernant la « situation d'urgence au laminoir en cas de coupure électrique » a été présenté.</p> <p>Deux autres modes opératoires concernant le « contrôle démarrage diesels » existent. Chaque semaine, le démarrage correct des pompes est vérifié. Si le test ne peut pas être réalisé (électricien absent) ou n'est pas concluant, l'installation n'est pas mise en fonctionnement. Lors de la visite d'inspection, la présence des derniers contrôles des pompes (plusieurs en novembre 2025) a été vérifiée.</p> <p>Il est à noter que le document utilisé (mode opératoire) ne mentionne pas la tension nécessaire pour le fonctionnement de l'installation. L'exploitant a indiqué que ces contrôles sont réalisés par des électriciens.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les électriciens sont formés en permanence.</p> <p>Ces consignes n'ont pas été reprises dans le POI (Plan d'Opération Interne).</p> <p>L'exploitant a indiqué que la mairie coupe l'alimentation électrique du site de la SAM une fois par an pour des chantiers ; la Société met alors en application les modes opératoires susvisés (tests de fonctionnement). Aucun compte-rendu n'est toutefois formalisé.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé de formaliser la réalisation des tests, les vérifications des modes opératoires susvisés (en cas de perte d'utilité électrique) dans des registres spécifiques et de rajouter la tension électrique minimale nécessaire pour le mode opératoire « contrôle démarrage diesels ».</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Modalités de maintien de la mise en sécurité                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010<br/>Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la</p> |

prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

**Constats :**

Le mode opératoire révisé en 2020 concernant la « situation d'urgence en cas de coupure électrique » définit notamment les actions à réaliser suite au retour de l'électricité, à savoir le redémarrage des installations, le contrôle des défauts et une inspection générale de l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010  
Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

**Constats :**

L'exploitant a indiqué les emplacements des 4 pompes diesel.

En cas d'arrêt de l'alimentation électrique de la centrale nucléaire de NOGENT-SUR-SEINE (10) puis de la ville de MONTEREAU-FAULT-YONNE, 4 pompes diesel prennent le relais pendant a minima 1h au droit de 3 installations primordiales susvisées (four fusion, la coulée, le four de réchauffage) afin d'amorcer le refroidissement des installations et éviter des dégâts matériels.

L'exploitant a indiqué que le temps nécessaire à l'amorçage des refroidissements est de 30 min. Une ronde est réalisée par un salarié toutes les 30 min (selon le mode opératoire révisé en 2020 concernant la « situation d'urgence en cas de coupure électrique » et les dires de l'exploitant).

Une cuve de GNR est présente à proximité de la pompe du four de réchauffage pour alimenter la pompe diesel si besoin. Le volume de la cuve est de 1 000 L.

Les pompes diesel ont été observées sur le terrain.

Les installations étant à l'arrêt, il n'y a plus d'alerte visuelle. Les détecteurs de fumées et d'incendie restent en fonctionnement, secourus sur batterie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre un plan de localisation des pompes diesel (qui doit figurer dans le POI du site).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique : dimensionnement

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 26/05/2014

Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »

**Constats :**

L'exploitant a indiqué qu'il est nécessaire (pour des raisons de risques industriels, de rejets atmosphériques et éviter des dégâts matériels onéreux) que les installations soient mises en refroidissement ; la surveillance des installations en cours de refroidissement (le temps de refroidissement est évalué à plusieurs heures) n'est pas jugée primordiale (il est notamment considéré que les rejets atmosphériques sont nulles).

La présence des 4 pompes diesel et de la cuve de 1 000 L est jugée suffisante pour mettre le site en sécurité.

Lors de l'inspection, le volume effectivement présent dans la cuve n'a pas pu être vérifié.

|                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                  |
| L'exploitant doit se positionner quant au volume réel de la cuve de fioul (ELTI). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant             |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                             |

**N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010<br/>Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'étude de danger de 2007, certains effets (notamment indirects (seuil de 20 mbar)) sortent du site.</p> <p>L'exploitant a indiqué que des tests sont réalisés fréquemment.</p> <p>Le site dispose d'onduleurs uniquement pour la sauvegarde informatique.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 9 : Plan d'action (6)**

|                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en conformité                 |

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art 56 « Utilités.

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »

**Constats :**

L'exploitant considère que les mesures prévues en cas de pertes d'utilités sont suffisantes et qu'aucun travaux supplémentaire n'est à réaliser.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 :** Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature [...]

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/11/2016, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement du site

**Prescription contrôlée :**

| Rubrique | A,<br>E,<br>D,<br>N<br>C | Libellé de la rubrique (activité)                                                                                                                                                             | Nature de l'installation                                                                                                         | Seuil du critère | Volume autorisé | Unités du volume autorisé |
|----------|--------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------|---------------------------|
| 3220     | A                        | <b>Production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y. compris par coulée continue, avec une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure</b>                                      | Aciérie                                                                                                                          | $C > 2,5$        | 170             | T/h                       |
| 3230-a   | A                        | <b>Transformation des métaux ferreux :</b><br><br>Exploitation de laminoirs à chaud d'une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure                                              | Laminoir                                                                                                                         | $C > 20$         | 150             | T/h                       |
| 3110     | A                        | <b>Combustion :</b><br><br>Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW                                            | -Brûleurs du four de fusion<br>-Réchauffeurs de poche et répartiteurs<br>-Four de réchauffage du laminoir<br>-Chaufferie du site | $P > 50$         | 125,6           | MW                        |
| 2545     | A                        | Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliages, à l'exclusion de la fabrication de ferro-alliages au four électrique lorsque la puissance installée du (des) four(s) est inférieure à 100 kW | Four électrique avec deux cuves de capacité unitaire de 100 t et affinage au four poche                                          | -                | 1 050 000       | t / an                    |
| 2560-A   | A                        | <b>Travail mécanique des métaux et alliages :</b><br><br>Installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b                                               | Laminoir                                                                                                                         | -                | 150             | T/h                       |
| 2560     | E                        | <b>Travail mécanique des métaux</b>                                                                                                                                                           | - Coulée continue                                                                                                                | $P >$            | 24 980          | kW                        |

|    |  |                                                                  |                                                                      |      |  |  |
|----|--|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|------|--|--|
| -B |  | et alliages :<br><br>Autres installations que celles visées au A | - Train de laminage<br>- Atelier trancanage<br>- Atelier d'entretien | 1000 |  |  |
|----|--|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|------|--|--|

#### Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de modification de ses installations, notamment :

- concernant les rubriques n° 3220 et 2545 : la fonte d'acier en 2024 s'est élevée à environ 476 000 t, pour une autorisation à 1 050 000 t/an, et une capacité horaire de 115 t/h pour une autorisation à 170 t/h (un tableau de suivi du process a été présenté),
- concernant les rubriques n° 3230 et 2560 : la production pour le laminoir en 2024 s'est élevée à 463 000 t, et une capacité horaire de 96 t/h pour une autorisation à 150 t/h (un tableau de suivi du process a été présenté),
- les installations de combustion,
- les machines de travail mécanique des métaux.

Toutefois, le rapport d'analyses des rejets atmosphériques de juin 2025 du site mentionne une production du laminoir de 160 t/h, supérieure à celle autorisée (150 t/h). L'exploitant a indiqué qu'il s'agit d'une erreur.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour confirmer ses dires, l'exploitant doit transmettre une version corrigée (concernant la production au niveau du laminoir) du rapport de contrôle des rejets atmosphériques du site de juin 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 11 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques [...]

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/11/2016, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

| Installations ou émissaires concernés | Paramètres                                    | Valeurs limites              |                          |                                        |
|---------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------------------|
|                                       |                                               | Concentration                | Flux maximum horaire     | Flux spécifique (g/t d'acier fabriqué) |
| Aciérie                               | CO                                            | 1000 mg/Nm <sup>3</sup>      | -                        | -                                      |
|                                       | NO <sub>x</sub> (exprimé en NO <sub>2</sub> ) | 100 mg/Nm <sup>3</sup>       | 40 kg/h                  | 210                                    |
|                                       | SO <sub>x</sub>                               | 50 mg/Nm <sup>3</sup>        | 16,5 kg/h                | 87                                     |
|                                       | Dioxines et furannes                          | 0,1 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> | 0,12 mg/h <sup>(1)</sup> | -                                      |
|                                       | Poussières                                    | 5 mg/Nm <sup>3</sup>         | 4,4 kg/h                 | 37                                     |
|                                       | Pb                                            | 0,15 mg/Nm <sup>3</sup>      | 100 g/h                  | 0,7                                    |
|                                       | Cd                                            | 0,05 mg/Nm <sup>3</sup>      | 20 g/h                   | -                                      |
|                                       | Hg                                            | 0,05 mg/Nm <sup>3</sup>      | 20 g/h                   |                                        |
|                                       | Tl                                            | 0,05 mg/Nm <sup>3</sup>      | 9 g/h                    |                                        |
|                                       | Cd + Hg + Tl                                  | 0,1 mg/Nm <sup>3</sup>       | 20 g/h                   | -                                      |
|                                       | As, Se, et Te (pour chaque métal)             | 0,5 mg/Nm <sup>3</sup>       | -                        | -                                      |
|                                       | As + Se + Te                                  | 1 mg/Nm <sup>3</sup>         | 45 g/h                   | -                                      |
|                                       | Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn     | 5 mg/Nm <sup>3</sup>         | 1 500 g/h                | -                                      |
| Laminoir                              | NO <sub>x</sub> (exprimé en NO <sub>2</sub> ) | 250 mg/Nm <sup>3</sup>       | 10 kg/h                  | 110                                    |
|                                       | Poussières                                    | 10mg/Nm <sup>3</sup>         | 0.3 kg/h                 | 3 g/t                                  |

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

La concentration des poussières contenues dans les fumés de l'aciérie est déterminée sur la base

d'une moyenne journalière.

La concentration de mercure contenu dans les fumées de l'aciérie est déterminée sur la base d'une moyenne sur la période d'échantillonnage (mesure discontinue, prélèvement instantané pendant au moins quatre heures).

La concentration des dioxines et furannes contenus dans les fumées de l'aciérie est déterminée sur un échantillon aléatoire obtenu par un prélèvement réalisé sur une durée de 6 à 8 heures dans des conditions stables de fonctionnement.

Les valeurs limites d'émission des NOx et de poussières dans les fumées du laminoir sont rapportées à une teneur en oxygène, dans les gaz résiduels secs, de 3 % en volume.

Les valeurs limites en concentration s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de secours, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible. Le flux spécifique est calculé, sauf dispositions contraires, sur la base de la production journalière.

Les concentrations en dioxines et furanes sont calculées en équivalent toxique ("ng I-TEQ/g p.s" ou "nano-gramme d'Équivalent Toxique par gramme de poids sec") des 17 isomères PCDD et PCDF les plus toxiques par comparaison à la 2,3,7,8-tétrachlorodibenzo-*para*-dioxine et en tenant compte des coefficients d'équivalence visés au chapitre 10.4 du présent arrêté (méthode NATO/DDMS 1988 ou toute autre méthode qui s'y substituerait)

Le débit des gaz de l'aciérie en sortie de dépoussiéreur fait l'objet d'une mesure et d'un enregistrement en continu.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

**Constats :**

Des analyses de la qualité des rejets atmosphériques du site ont été réalisées en juin 2025. Tous les polluants de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 novembre 2016 ont été recherchés. Aucune non-conformité aux Valeurs Limites d'Emission (VLE) n'a été constatée.

L'exploitant a indiqué que des traitements sont réalisés au droit des rejets atmosphériques, tels que du charbon actif, des filtres à manches. Ces derniers sont changés de manière préventive 1 fois/an. Une sonde optique est présente afin de détecter les problèmes de poussières et donc de programmer le changement des filtres à manches.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Surveillance par un organisme tiers et fiabilisation de l'autosurveillance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/11/2016, article 10.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les mesures et analyses ci-dessous sont exécutées, selon les fréquences indiquées, par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement, choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées et servent à valider le dispositif d'autosurveillance mis en place par l'exploitant.

| Installations ou émissaires Concernés | Paramètres                                                | Prélèvements et analyses par un organisme compétent                                                                                                                                                                                                                                         |                          |
|---------------------------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|                                       |                                                           | Type de suivi                                                                                                                                                                                                                                                                               | Périodicité de la mesure |
| Aciérie (cheminée)                    | T°                                                        | Mesure permanente pendant toute la durée des prélèvements                                                                                                                                                                                                                                   | Semestrielle             |
|                                       | Débit                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                          |
|                                       | O <sub>2</sub> , CO et CO <sub>2</sub> et SO <sub>2</sub> | Prélèvement représentatif sur 3 fois ½ heure minimum (6 à 8 heures pour les dioxines et furanes et minimum 4 h pour le mercure). Recherche des concentrations (sur fraction particulaire et gazeuse pour les métaux et les dioxines), mesure du débit des gaz et calculs des flux horaires. |                          |
|                                       | NO <sub>x</sub> (exprimé en NO <sub>2</sub> )             |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                          |
|                                       | Dioxines et furannes                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                          |
|                                       | Poussières                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                          |
|                                       | Cd, Hg, Tl et leur somme                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                          |
|                                       | As, Se, Te et leur somme                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                          |
|                                       | Pb                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                          |
|                                       | Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn et leur somme           |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                          |
| Laminoir                              | Poussières                                                | Prélèvement représentatif sur 3 fois ½ heure minimum                                                                                                                                                                                                                                        | Annuelle                 |
|                                       | NO <sub>x</sub> (exprimé en NO <sub>2</sub> )             |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                          |

**Constats :**

Des analyses de la qualité des rejets atmosphériques du site ont été réalisées en juin 2025. Tous les polluants de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 novembre 2016 ont été recherchés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Gestion de la prévention des risques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/11/2016, article 8.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives de matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.<br><br>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.<br><br>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Aucune zone ATEX (ATmosphère EXplosive) n'a été observée matérialisée à proximité de la cuve d'oxygène ; l'oxygène étant un comburant.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit transmettre le plan des zones ATEX et se positionner quant à l'absence de zone ATEX matérialisée à proximité de la cuve d'oxygène.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 14 : Vérification périodique et maintenance des équipements**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/11/2016, article 8.5.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a indiqué que certains RIA ont été achetés en vue de pouvoir refroidir les installations ; certains ne sont ainsi pas référencés en tant que RIA.                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit transmettre un plan des RIA prévus en cas d'incendie.                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées : Avec suites</b>                         |
| <b>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</b> |
| <b>Proposition de délais : 1 mois</b>                                 |